



**Enviro
Compétences**

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'ENVIRONNEMENT



**Transformer les défis
en opportunités**

Dans ce **quatrième numéro** de notre **veille semestrielle** sur la **transition verte de la main-d'œuvre**, nous examinons les **dynamiques économiques** en cours, la **nécessité croissante de requalification** des travailleurs et les **opportunités stratégiques** qu'offrent la **performance environnementale** et la **diversification des marchés**.

Cette édition met en lumière les **défis d'adaptation** auxquels font face les **entreprises québécoises**, dans un contexte marqué par la **guerre commerciale avec les États-Unis**. Elle souligne également l'**urgence de répondre** aux **exigences émergentes en matière de durabilité**, condition désormais essentielle pour préserver la **compétitivité** à moyen et long terme.

Guerre commerciale, marché du travail et transition verte : un avenir québécois à réinventer 2
Réussir dans la turbulence : miser sur la durabilité et la diversification 7

Guerre commerciale, marché du travail et transition verte : un avenir québécois à réinventer

Un contexte économique sous tension

Le Québec traverse une période de **fortes turbulences économiques**, marquée par la détérioration des relations commerciales avec les **États-Unis**, son principal partenaire économique. L'élection de **Donald Trump** à la présidence en janvier 2025 a ravivé les tensions, avec des **menaces répétées de droits de douane** et des déclarations chocs sur l'intégration du Canada comme potentiel « **51^e État** »¹. Cette rhétorique abrasive a alimenté un **climat d'incertitude** qui pèse lourdement sur les entreprises québécoises, particulièrement celles **fortement exposées aux exportations**.

Face à cette instabilité, le gouvernement du Québec a multiplié les mesures de soutien à l'économie de la province. Le **Programme FRONTIÈRE**, qui propose jusqu'à 50 millions de dollars par entreprise manufacturière, ou encore la bonification des aides à la productivité, vise à préserver la compétitivité des entreprises et à atténuer les effets des barrières commerciales émergentes. Parmi les autres initiatives, les **Fonds Locaux d'Investissement** permettent un report de six mois du remboursement des prêts accordés, offrant ainsi un répit financier aux entreprises. De plus, des mesures telles que le **report des**

¹ [Le Canada, 51e Etat américain ? Donald Trump parle de nouveau de cette possibilité comme d'une "excellente idée"](#)

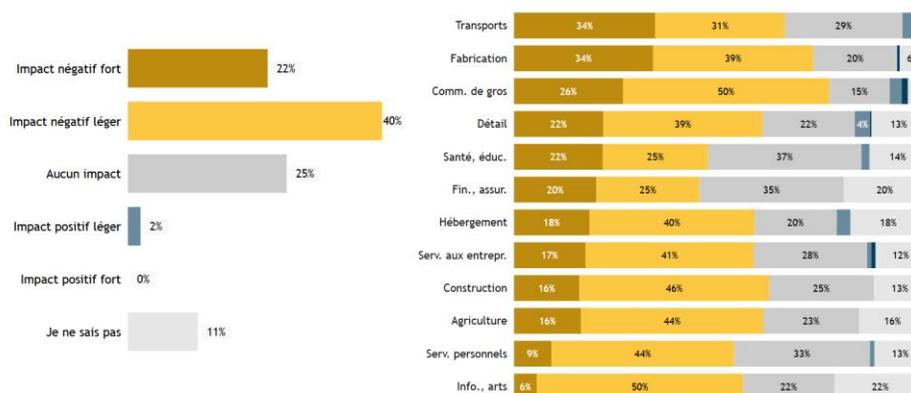
[droits de douane](#) ou les [remises de droits pour les importations en provenance des États-Unis](#) offrent une aide directe aux entreprises exportatrices confrontées à de nouveaux tarifs douaniers.

Le gouvernement offre également des solutions de financement pour soutenir la **diversification des marchés** avec le [programme Panorama](#) et aide à la **redynamisation des territoires** via le [programme DÉPART](#). Pour les entreprises manufacturières, le [programme ESSOR](#) soutient l'innovation et la productivité, tandis que l'initiative [grand V](#) d'Investissement Québec favorise les investissements pour accélérer le virage vers une croissance durable. En parallèle, des mesures de [formation pour la main-d'œuvre](#) sont mises en place pour renforcer les compétences et soutenir l'adaptation aux nouveaux défis économiques. **Ces programmes combinés visent à assurer la pérennité et la croissance des entreprises québécoises face aux bouleversements économiques actuels.**

Un fardeau économique pour les entreprises

La guerre commerciale ne relève plus du simple désagrément : elle est devenue un **fardeau systémique**. Selon la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#), **62 % des PME québécoises²** en subissent déjà les **effets directs**, notamment à travers une **chute marquée de la confiance des investisseurs**. Des secteurs clés comme **l'hébergement, la fabrication, le transport et l'agriculture** figurent parmi les plus touchés³.

Baromètre des affaires^{MD} : L'impact des tarifs sur les PME, Canada



Question : Comment la situation commerciale actuelle entre les États-Unis et le Canada a-t-elle affecté votre entreprise jusqu'à présent ?
 Source : FCEI, Le sondage : Les perspectives de votre entreprise. 1 065 réponses reçues entre le 5 et le 7 mars.

FCEI

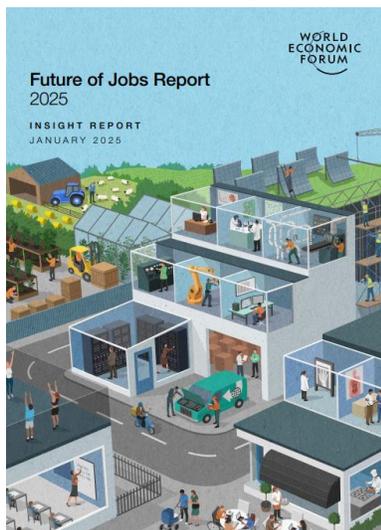
À cela s'ajoute une **hausse importante des coûts de production**, accentuée par les **droits de douane sur les exportations**, qui grugent les **marges bénéficiaires** et freinent les **investissements à long terme**. Toutes les entreprises sont concernées — des **PME aux grandes firmes** — avec des conséquences concrètes sur

² [Guerre commerciale Canada-États-Unis : la confiance des PME chute à un creux historique](#)

³ [Guerre commerciale Canada-États-Unis : la confiance des PME chute à un creux historique](#)

le **marché de l'emploi**. Le premier ministre **François Legault** a d'ailleurs évoqué un scénario pessimiste dans lequel le Québec pourrait perdre **entre 100 000 et 160 000 emplois**⁴ si les tensions commerciales se prolongent.

Le marché du travail sous pression : l'urgence d'une requalification



Le **marché du travail mondial** est en pleine mutation. Le *Rapport sur l'avenir de l'emploi 2025*⁵ du **Forum économique mondial** estime que **22 % des emplois actuels** pourraient être transformés d'ici **2030**. Cela signifie la **disparition de nombreux postes**, parallèlement à l'**émergence de nouveaux métiers**, souvent liés aux **technologies** et à la **transition énergétique**.

Les **changements climatiques**, notamment, alimentent une demande accrue pour des expertises en **énergies renouvelables**, en **véhicules électriques** et en **gestion environnementale**. On prévoit que d'ici 2030, **170 millions de nouveaux emplois** verront le jour à l'échelle mondiale, pendant que **92 millions de postes actuels** disparaîtront. Dans ce contexte, la **requalification massive** de la main-d'œuvre devient **inévitable** : **39 % des compétences actuelles** seront bientôt **obsolètes**, et une grande majorité des travailleurs devront **actualiser leurs qualifications** pour répondre aux **exigences du marché**.

Au Québec, cette dynamique s'inscrit également dans un contexte où 18 % des emplois, soit environ 810 000 personnes, sont vulnérables à l'automatisation, selon une analyse⁶ de **l'Institut du Québec**. Les secteurs les plus exposés sont ceux de la vente, des services, des affaires, de la finance et de l'administration. Les emplois à risque incluent notamment ceux de caissiers, serveurs, adjoints administratifs et vérificateurs comptables. **Les secteurs de la fabrication et des services publics sont également fortement menacés, avec 59 % des emplois concernés par l'automatisation**. Toutefois, certains domaines comme l'enseignement, les services sociaux ou les arts, où les compétences sont plus difficilement automatisables, apparaissent moins vulnérables. **Cette réalité souligne l'urgence d'investir dans la requalification pour assurer la compétitivité et la résilience de la main-d'œuvre**.

Le besoin d'une stratégie économique proactive pour accompagner la main-d'œuvre dans la transition verte

⁴ [Analyse : Les neuf plaies de la guerre commerciale de Donald Trump](#)

⁵ [The Future of Jobs Report 2025](#)

⁶ [Répercussions de l'automatisation et de l'IA sur la main-d'œuvre au Québec](#)

Malgré certaines avancées fédérales – notamment la *Loi canadienne sur les emplois durables*⁷ – le **gouvernement du Québec** tarde à mettre en place une **stratégie économique claire** pour accompagner les **travailleurs et travailleuses** dans les mutations induites par la **transition verte**. Ce **retard stratégique** nuit non seulement à la **compétitivité économique**, mais freine également la capacité du Québec à **réussir sa transition verte**.

Il est donc essentiel que le gouvernement se dote d'un **cadre d'action structurant et d'une stratégie économique proactive en matière de transition verte**. Ce sont parmi les **principales recommandations du Grand diagnostic vert**⁸ produit par le Pôle d'expertise en transition verte. Ce diagnostic, qui évalue le **niveau de maturité des secteurs économiques** face à la transition, souligne l'urgence d'une **mobilisation collective, concertée et transversale**. Malgré des défis spécifiques à chaque secteur, tous s'entendent sur la nécessité d'un **signal public fort** et d'un **engagement partagé** entre les **entreprises**, leur **main-d'œuvre**, les **comités sectoriels** et le **Pôle d'expertise en transition verte**.



Transformer la crise en opportunité

Les **tensions commerciales** et la **transformation rapide du marché du travail** représentent sans conteste des **obstacles majeurs** pour les entreprises et la main-d'œuvre du Québec. Mais elles peuvent aussi devenir des **catalyseurs puissants de changement et d'innovation**. En misant sur une **productivité environnementale accrue** et une **diversification des marchés**, les entreprises québécoises peuvent **s'affranchir des dépendances traditionnelles** et renforcer leur **résilience**.

Cela exige cependant un **accompagnement structuré** de la main-d'œuvre. En investissant dans la **formation continue**, la **requalification** et la **reconnaissance des compétences**, le Québec peut s'assurer que ses travailleurs sont **prêts à occuper les emplois émergents** dans les **secteurs en expansion**.

Heureusement, **plusieurs programmes d'accompagnement sont disponibles pour soutenir cette transition**. [Investissement Québec](#) offre des solutions pour améliorer la performance des entreprises, notamment en matière d'innovation, de productivité et de transformation durable⁹. De plus, le [Fonds](#)

⁷ [Loi canadienne sur les emplois durables](#)

⁸ [Grand diagnostic vert](#)

⁹ [Améliorez votre performance environnementale industrielle](#)

[Écoleader](#), soutenu par le [Fonds d'action québécois pour le développement durable](#) et le [Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#), accompagne les entreprises dans l'intégration de projets et de pratiques de développement durable, ce qui les aide à se préparer aux défis environnementaux tout en restant compétitives.

Les **entreprises et leur personnel** ont les moyens de traverser cette période d'**incertitude** et d'en ressortir **plus solides**. En **agissant dès maintenant** sur les compétences et les modèles d'affaires, le Québec peut non seulement **atténuer les effets négatifs** de la guerre commerciale, mais aussi **saisir les opportunités** qu'elle génère. À long terme, cette préparation stratégique jettera les bases d'une **économie plus verte et plus résiliente**. **Cette démarche proactive permettra non seulement de sécuriser les emplois d'aujourd'hui, mais aussi d'ouvrir la voie à une économie plus durable et résolument tournée vers l'avenir**. Au final, cette vision stratégique contribuera à bâtir un Québec plus compétitif, plus innovant et mieux préparé face aux défis mondiaux.

Recommandations de COPTICOM

EnviroCompétences (Pôle d'expertise en transition verte)

1. Prendre connaissance du rapport
 - a. [Rapport sur l'avenir de l'emploi 2025](#)

2. Prendre connaissance de la Loi
 - a. [Loi canadienne sur les emplois durables](#)

Ensemble des Comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO)

1. Prendre connaissance du rapport
 - a. [Grand diagnostic vert](#)

2. Collaborant avec le [Pôle d'expertise en transition verte](#) pour identifier les compétences nécessaires pour la transition verte et développer des programmes de formation adaptés

Réussir dans la turbulence : miser sur la durabilité et la diversification

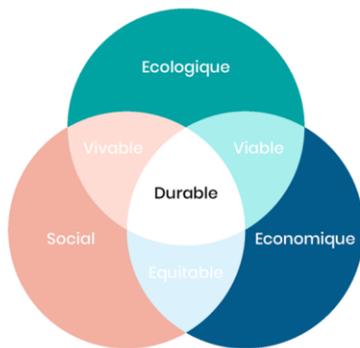
Transformer la contrainte en opportunité

La **guerre tarifaire avec les États-Unis** exerce une **pression croissante** sur l'économie québécoise, provoquant une **hausse des coûts**, une **incertitude commerciale accrue** et un **ralentissement des investissements**. Dans ce contexte, le Québec doit **transformer ces défis en leviers de croissance**. Pour rester compétitives, les entreprises québécoises doivent miser sur leur **performance environnementale** et **accélérer la diversification de leurs marchés**, notamment en **saisissant les opportunités offertes par l'Europe**.

Accroître la performance environnementale* pour gagner en compétitivité

La prise en compte des **dimensions environnementales, sociales et économiques** est désormais **essentielle à la croissance durable des entreprises**. La **performance environnementale** ne se résume plus à une contrainte réglementaire : elle devient un **avantage concurrentiel**, permettant de **réduire les coûts de production**, de **renforcer les engagements en développement durable** et de **se démarquer sur les marchés**.

* Que ce soit pour répondre aux réglementations, aux exigences des clients ou pour maîtriser les coûts, la **performance environnementale** se traduit par des économies sur les coûts de production, participe à une politique de développement durable fiable et permet de se démarquer de la concurrence. Elle agit comme **un levier et rentabilité et de crédibilité**¹⁰.



Elle s'inscrit dans une **vision élargie du développement durable**¹¹, fondée sur trois **pilliers interdépendants** :

Environnemental : réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion efficace de l'énergie, protection de la biodiversité.

Social : amélioration des conditions de travail, valorisation des compétences, partage équitable

des richesses.

¹⁰ [Définition de performance environnementale](#)

¹¹ [Le développement durable au profit de la performance](#)

Économique : optimisation des ressources, efficacité économique, promotion des bonnes pratiques, innovation et approvisionnement responsable.

C'est à l'**intersection de ces trois piliers** que les entreprises peuvent **accroître leur performance globale, renforcer leur compétitivité** et **contribuer activement à la transition verte**. La performance environnementale devient ainsi un **vecteur stratégique de transformation**, aligné à la fois sur les **impératifs écologiques** et les **attentes du marché**.

Selon un **rapport du Commissaire au développement durable du Québec**¹², les entreprises alignées sur les **17 Objectifs de développement durable**¹³ (ODD) de l'**Organisation des Nations Unies** bénéficient de **retombées positives** tant sur leur **rentabilité** que sur leur **impact social**. Ce constat est renforcé par des recherches menées à la **Stern School of Business**, qui démontrent que les **investissements durables** génèrent une **valeur économique et sociale tangible**¹⁴.

Intégrer les critères de durabilité à la gestion d'entreprise n'est plus une option : c'est une **opportunité stratégique de croissance, d'innovation et de réduction des coûts**. La **durabilité** s'impose désormais comme un **levier de compétitivité durable**, renforçant l'**image de marque** et stimulant l'**adaptabilité des modèles d'affaires**¹⁵.

Diversifier les marchés pour réduire sa vulnérabilité

Le Québec demeure **fortement dépendant du marché américain**, qui absorbe environ **70 % de ses exportations internationales**, représentant **près de la moitié du produit intérieur brut (PIB)**¹⁶. Cette **concentration des échanges** sur un seul partenaire expose les entreprises québécoises à des **fluctuations économiques** et à des **tensions commerciales**, comme le démontre l'actuelle **guerre tarifaire** entre les États-Unis et le Canada.

Dans ce contexte, la **diversification des marchés** devient une **stratégie incontournable** pour renforcer la **résilience économique**. L'**Union européenne (UE)**, deuxième partenaire commercial du Canada, constitue une **alternative stratégique** à fort potentiel de croissance¹⁷.

¹² [Rapport du vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale](#)

¹³ [17 objectifs de développement durable](#)

¹⁴ [Méthodologie du retour sur investissement durable](#)

¹⁵ [La durabilité émerge comme un facteur de compétitivité incontournable des PME](#)

¹⁶ [Diversifier ses marchés coûte cher, alors Investissement Québec veut aider](#)

¹⁷ [Exporter vers l'UE - Un guide pour les entreprises canadiennes](#)

Accéder à de nouveaux marchés, notamment ceux de l'UE, permet non seulement de **réduire la dépendance au marché américain**, mais aussi de **s'aligner sur les normes internationales émergentes**, qui valorisent la **durabilité** et l'**innovation**.

L'**Accord économique et commercial global (AECG)**¹⁸ entre le Canada et l'Union européenne facilite l'accès aux marchés européens, mais exige également une **conformité rigoureuse**. Pour en **tirer pleinement parti**, les entreprises québécoises doivent être prêtes à **répondre aux normes européennes** en matière de qualité, de sécurité et de développement durable¹⁹.

Un défi majeur réside dans le respect des **normes européennes**, notamment le **marquage CE**, qui atteste qu'un produit satisfait aux exigences de **santé**, de **sécurité**, de **performance** et de **protection de l'environnement**.

Pour réussir leur intégration, les entreprises peuvent s'appuyer sur des **guides pratiques** et des **formations spécialisées**, qui les accompagnent à travers les **six étapes de la conformité européenne**.

Former la main-d'œuvre à ces exigences devient un levier stratégique pour renforcer leur **positionnement à l'international**. Développer des **compétences en conformité réglementaire**, en **gestion des risques environnementaux** et en **certification** assure un accès **perennne** à des marchés à **haut niveau d'exigence**.

Les compétences vertes, clés pour réinventer l'avenir et naviguer l'incertitude

Dans un monde où les **réglementations environnementales** et les **attentes sociétales** évoluent rapidement, **investir dans les compétences vertes** devient un **atout concurrentiel majeur**.

La transition vers une économie verte exige une **transformation des pratiques**, tant au niveau de la production que de la gestion des ressources. Développer des **compétences en durabilité**, en **économie circulaire** et en **innovation écologique** permet de **réduire les risques commerciaux**, de **s'adapter plus rapidement aux changements réglementaires** et de **renforcer l'attractivité** des entreprises à l'international.

Les **Comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO)** jouent un rôle clé dans cet écosystème. En travaillant de concert avec les entreprises, ils facilitent l'**adaptation aux nouvelles réalités économiques et environnementales**, en accompagnant les travailleurs dans l'acquisition des **compétences de demain**.

En misant sur le développement de ces compétences stratégiques, les entreprises québécoises se donnent les **moyens de prospérer dans un monde en mutation**, tout en consolidant leur **positionnement sur les marchés mondiaux**.

¹⁸ [L'Accord économique et commercial global \(AECG\) entre le Canada et l'Union européenne \(UE\)](#)

¹⁹ [Les six étapes du marquage CE pour les biens vendus au sein de l'UE](#)

Recommandations de COPTICOM

EnviroCompétences (Pôle d'expertise en transition verte)

1. Prendre connaissance des rapports
 - a. [Le développement durable au profit de la performance](#)
 - b. [17 objectifs de développement durable](#)
2. Produire un rapport sur les compétences nécessaires pour accompagner la diversification des marchés et l'amélioration de la performance environnementale.

Ensemble des Comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO)

3. Offrir des formations sur les normes européennes et le marquage CE pour faciliter l'accès au marché européen.
4. Sensibiliser les entreprises aux avantages économiques de la durabilité pour stimuler leur compétitivité.